

*Questions orales*

droit d'engager les troupes canadiennes dans une éventuelle guerre au Moyen-Orient?

[Français]

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, la question a été présentée à la Chambre pour un débat complet le 24 septembre. Elle fera l'objet d'un autre débat complet demain. Et nous la débattons encore si les circonstances le justifient.

**M. John Brewin (Victoria):** J'en conclus, la Chambre aussi sans doute, qu'avant d'envoyer des troupes dans le golfe Persique, le gouvernement s'engage à soumettre un autre projet de résolution.

Je termine par une autre supplémentaire sur la résolution qui sera présentée aux Nations Unies jeudi.

• (1430)

La Chambre et le monde savent qu'une guerre dans le Golfe serait catastrophique, non pas seulement pour les Canadiens et les autres forces qui sont engagées, mais pour les civils, l'environnement et la région toute entière.

Pour une fois au cours de ce mandat, le gouvernement va-t-il profiter de sa position au sein du Conseil de sécurité pour y parler et agir avec indépendance en faveur de la paix et non de la guerre dans le golfe Persique?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, ces propos sont une grave insulte envers ceux qui représentent le Canada au Conseil de sécurité et qui se dévouent entièrement à la cause de la paix.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** La conduite du Canada est vouée à la cause de la paix depuis le début. C'était notre position. On peut difficilement nous reprocher quoi que ce soit alors que sur la plupart de ces motions nous avons adopté la même position que la Chine, l'Union soviétique, la Colombie, la Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, la Finlande, la Roumanie, la Malaisie ou le Yémen.

La communauté internationale se ligue pour communiquer à tous les gens de toutes les convictions politiques, dans toutes les régions du monde, et à Saddam Hussein, le message que livre mon ami, que la guerre est une catastrophe.

Au lieu d'accuser les Nations Unies ou les États-Unis, le NPD devrait transmettre ce message à l'Irak.

**LE LOGEMENT**

**M. Mac Harb (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'habitation. Le ministre va bientôt présenter ses recommandations au Cabinet concernant les mouvements des coopératives. Les Canadiens et les Canadiennes s'inquiètent que le gouvernement supprime le programme de logement pour les gens à revenus variés qui a connu beaucoup de succès dans le passé. Pourquoi est-ce que le ministre entend supprimer le programme du mouvement des coopératives? Peut-il, dès aujourd'hui, dire aux Canadiens et aux Canadiennes quelles sont ses intentions à ce sujet dans ce domaine?

[Traduction]

**L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)):** Monsieur le Président, j'ai déjà dit maintes fois à la Chambre, et encore hier soir, que le gouvernement est en train d'examiner le programme du logement coopératif qui est en vigueur depuis cinq ans.

Nous consultons de bonne foi le mouvement du logement coopératif et la fédération canadienne du logement coopératif. Je vais présenter des recommandations en temps opportun, d'ici à la fin de l'année, sur l'avenir du logement coopératif. Cela ne fait aucun doute.

**M. Mac Harb (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, le ministre sait pertinemment que plus de 1,2 million de Canadiens cherchent un logement.

Le ministre peut-il me dire plus précisément s'il va appuyer: premièrement, la construction d'au moins 5 000 logements par année pour répondre à la forte demande de logements coopératifs; deuxièmement, le maintien de l'hypothèque à principal indexé; et, troisièmement, la location des logements coopératifs existants et futurs à des personnes ayant des revenus différents?

**L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)):** Monsieur le Président, le gouvernement a entrepris en 1985 de consulter tous les intervenants du secteur canadien de l'habitation.

Par suite de ces discussions, le gouvernement a décidé de consacrer tous les fonds fédéraux réservés à l'habitation à loger les Canadiens à faible revenu.